

INTERVIEW D'HUBERT VÉDRINE SUR LE RÉFÉRENDUM GREC, LE DIMANCHE 5 JUILLET AVANT LE VOTE

Hubert Vedrine

Interview d'Hubert Védrine sur le référendum grec, le dimanche 5 juillet avant le vote

«Gardons notre sang froid» Si le non devait l'emporter ce soir, quelle devrait être la réaction de l'Union européenne? Il faut être prêt à réagir avec sang-froid et intelligence, dans les deux hypothèses. Si les grecs votent non, il faudra en prendre acte, dire que nous regrettons ce choix mais que nous comprenons que le peuple grec ne pouvait plus assumer les mesures proposées par les créanciers car il y avait pour lui trop de sacrifices sans beaucoup de perspectives. Il faudra leur dire aussi que ce vote signifie de facto de leur part une mise en dehors de la zone euro mais pas de l'UE. Quel serait alors le prix à payer pour les Européens? Il y a aura un prix à payer quelle que soit l'issue du vote car la dette grecque ne pourra être remboursée ou très difficilement même si les Grecs votent oui. En cas de sortie de la zone euro, les créanciers européens auront à assumer une partie de cette dette. Mais je n'arrive pas à croire qu'au-delà de quelques turbulences, le Grexit puisse mettre en péril notre monnaie. Pourquoi parler de danger alors que qu'on nous a vanté les vertus du fameux Mécanisme européen de stabilité censé servir de pare-feu à une crise comparable? Je suis persuadé au contraire que la sortie de la Grèce de la zone euro enverrait un signal de sérieux et de cohérence aux marchés car les dirigeants de l'euro-zone auront alors pu démontrer qu'ils ne cédaient pas au chantage au chaos et qu'ils se refusaient d'aller de rafistolage en rafistolage. Hors de l'euro mais maintien dans l'UE donc? Oui, naturellement, mais cela ne doit pas nous empêcher de leur proposer, s'ils l'acceptent, de les accompagner techniquement dans la mise en place d'un euro-drachme qui pourra être dévalué pour retrouver un niveau de compétitivité, afin d'arriver en quelques années à la l'émergence d'un Etat et d'une économie modernes. A nous de leur proposer des rendez-vous de réadmission dans la zone euro. A condition bien sûr que des réformes sérieuses continuent d'être mises en œuvre pour y parvenir. Les Grecs sont européens, je ne les vois pas quitter l'Union avec armes et bagages pour opérer un retournement d'alliance, notamment vis-à-vis de la Russie en dépit d'une appartenance culturelle au monde orthodoxe. Il pourrait y avoir des rapprochements conjoncturels mais Vladimir Poutine n'a pas un rouble à consacrer à une telle opération. En quittant la zone euro, la Grèce pourrait-elle continuer à assumer ses obligations dans la gestion des flux migratoires qui la débordent? Cela dépend d'elle. Tant qu'elle reste dans l'espace Schengen, oui. A moins qu'elle ne cherche à riposter à sa sortie de la zone euro en renonçant à ses engagements de sécurisation des frontières. Mais ce ne serait pas son intérêt. A ce propos, il faudrait d'ailleurs songer à appliquer à tous les pays de l'espace Schengen un crash-test, comme pour les banques, pour pouvoir s'assurer que les frontières extérieures de l'UE sont tenues. Au final, estimez-vous que les Européens ont leur part de responsabilité dans cette crise qui se jour ce soir les urnes? Nous n'avons pas à donner de leçons. Cependant la responsabilité principale est grecque. Mais il a y eu lors de l'entrée de la Grèce dans l'euro un optimisme européen excessif, voire un aveuglement. Et maintenant une émotivité excessive. C'est pourquoi aujourd'hui l'essentiel est de bien gérer la suite.



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Interview d'Hubert Védrine sur le référendum grec, le dimanche 5 juillet avant le vote



05/07/2015